



**Arrêté n°2023-DCL-BENV- 484**

**autorisant la société AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON à poursuivre l'exploitation  
du centre de transit et de tri de déchets industriels banals, et de l'unité de  
récupération de déchets métalliques et de Véhicules Hors d'Usage  
situé à La Roche sur Yon  
et validant le transfert de l'agrément VHU n° PR-85-0023-D  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles R543-155-7, R515-37, R515-38 et R181-45;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

**VU** l'arrêté n° 11-DRCTAJ/1-912 du 15/11/2011 autorisant la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT à exploiter un centre de tri et de transit de Déchets Industriels Banals, et une unité de récupération de déchets métalliques et de Véhicules Hors d'Usage, Zone Artisanale des ajoncs à LA ROCHE SUR YON et portant agrément n° PR-85-0023-D (démolisseur) ;

**VU** l'arrêté modificatif n° 13-DRCTAJ/1-694 du 04/10/2013 concernant l'agrément n°PR-85-0023-D délivré à la SARL GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT pour l'entreposage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage, ZA des Ajoncs - rue Enzo Ferrari à La Roche sur Yon ;

**VU** l'arrêté n°19-DRCTAJ/1-453 portant renouvellement de l'agrément n° PR-85-0023-D délivré à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT pour l'activité de stockage, de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage, située ZA des Ajoncs, rue Enzo Ferrari à la Roche sur Yon (85000) ;

**VU** la demande en date du 17 juin 2022 de AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON pour changer d'exploitant et transférer l'agrément préfectoral VHU ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 janvier 2023 ;

**VU** le courrier adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** qu'à la suite du rachat du groupe ECORE (GDE) par le groupe DERICHEBOURG, le site GDE de la ROCHE SUR YON est devenu AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON depuis avril 2022 ;

**Considérant** que le nouvel exploitant AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON s'est engagé au respect du cahier des charges fixé par l'arrêté ministériel du 5 mai 2012 susvisé ;

**Considérant** que la nature de la demande ne rend pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1.      Changement d'exploitant**

La société AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON, exploitant du centre de transit et de tri de déchets industriels banals, et de l'unité de récupération de déchets métalliques et de Véhicules Hors d'Usage situé 45 rue Enzo Ferrari à La Roche sur Yon (85000) est autorisée à poursuivre l'exploitation de ce site.

L'arrêté préfectoral d'agrément VHU n° PR-85-0023-D est transféré au bénéfice de la société AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON à La Roche sur Yon. L'exploitant est tenu de respecter le cahier des charges d'un centre VHU figurant en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé.

### **Article 2.      Dispositions administratives**

#### **Article 2.1.      Délais et voies de recours**

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 2.2.      Publicité de l'arrêté**

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

### **Article 2.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

### **Article 2.4. Pour application**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **13 FEV. 2023**

Le préfet,

Pour le Préfet.  
**la secrétaire** générale de la Préfecture  
de la Vendée



Anne LAGAND

